TUNISIE

Tensions persistantes à Tunis

L'après-Ben Ali plonge la Tunisie dans l'inconnu. Et, au cafouillage constitutionnel suspect de vendredi et samedi derniers, s'est ajouté le phénomène de ces «milices armées», tirant sur des citoyens ou des édifices publics de façon sporadique mais suffisamment pour créer un climat de terreur à travers tout le pays.

Photo : DR

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le caractère répétitif de ces frappes et le fait qu'elles soient étendues à plusieurs villes et régions du territoire ne laisse aucun doute : elles ont un commanditaire unique et assez puissant pour faire courir au pays le risque d'une guerre civile.

Le nouveau pouvoir qui s'appuie désormais sur l'armée accuse ouvertement les partisans du président déchu et donc Ben Ali lui-même d'en être les instigateurs, et déclenchent, depuis samedi, une véritable traque à l'homme. N'y échappent ni les partisans de Ben Ali, ni ses proches, ni les membres de sa propre famille ni ceux de son épouse.

Hier après-midi, de «grosses prises» ont été annoncées : l'ex-tout-puissant chef de la sécurité présidentielle, le général Ali Sériati, a été arrêté près des frontières libyennes.

Le neveu de l'ex-président, Kaïs Ben Ali, a été, lui, arrêté par l'armée «au centre du pays avec dix autres personnes qui tiraient dans tous les sens sur des citoyens à partir de véhicules de police», selon l'AFP.

Ancien ministre de l'Intérieur, Rafik Belhadj Kacem a été également arrêté dans sa ville natale, Béja.

La veille, c'est un neveu de l'épouse de l'ex-président qui avait été tué. Pour faire face à l'insécurité, et malgré le déploiement de l'armée et de la police, des «comités de vigilance», constitués par de simples citoyens, font leur apparition un peu partout et organisent des rondes. C'est d'ailleurs au cours de l'une de ces rondes que des citoyens ont réussi à interpeller quatre «miliciens», dont deux de «nationalités étrangères».

Ce qui ajoute encore à la confusion générale. La journée de dimanche, et après une relative accalmie dans la matinée, était marquée, selon les agences, par quelques accrochages armés, notamment devant le ministère de l'Intérieur, devant le siège du Parti démocratique progressiste ou encore devant l'imposant siège du Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti de Zine El Abidine Ben Ali. Ce qui rend également la situation des plus compliquées, c'est cette espèce de friction, manifeste par endroits, entre les services de la police qui détenait le pouvoir sous Ben Ali et l'armée, qui en était éloignée depuis le 7 novembre 1987.

Les autorités chargées depuis samedi des affaires du pays, et en l'occurrence de l'organisation d'élections présidentielle et législatives dans moins de soixante jours, pourront-elles reprendre la main ?

Fouad Lambezaa, président intérimaire, et Mohamed Ghannouchi, dernier Premier ministre de Ben Ali, reconduit et chargé de former «un gouvernement d'union nationale», n'auront certainement pas la tâche aisée.

Deux figures de premier plan du RCD. En face, comme interlocuteurs, ils auront, entre autres, un certain Rachad El Ghannouchi, le chef historique du mouvement intégriste Ennahda.

Ce dernier, activiste parmi les plus dangereux de la mouvance islamiste à Londres, qui avait d'ailleurs justifié bien des attentats terroristes en Algérie, notamment, a officiellement annoncé son retour d'exil pour prendre part à la transition politique.

K. A.

LES TUNISIENS D'ALGÉRIE SUIVENT DE PRÈS LES ÉVÈNEMENTS QUI SECOUENT LEUR PAYS

«Nous sommes ici mais notre cœur est là-bas»

Depuis le début des évènements, leur stress est permanent. Il ne les quitte pas. Ils regardent la télévision, s'informent sur Internet et appellent leurs familles et leurs amis pour s'enquérir de la situation, pour se rassurer. La joie de la chute de Ben Ali se mélange à la peur du lendemain, surtout lorsqu'on est aussi loin.

Photo : DR

Irane Belkhedim — Alger (Le Soir) —«Je suis avec beaucoup d'intérêt ces évènements historiques. Je dors à peine trois heures par nuit. Je suis stressé», explique Nabil qui ne cache pas sa joie d'avoir vu tomber le régime de Ben Ali. Un rêve qu'il croyait impossible. «La rue s'est révoltée et le peuple a gagné. C'est merveilleux ! Nous avons démontré aux populations arabes que l'indignité et la dictature ont une fin». Sa joie sautille des mots, il a du mal à la contrôler. Agé de 29 ans, Nabil confie qu'il n'a jamais connu la liberté sous l'ancien régime.

«Ceux qui ont toujours dit que les Tunisiens vivent bien, regardent aujourd'hui la réalité. Le peuple n'en pouvait plus ! C'était trop ! Trop de misère, trop de dictature !».

Installé depuis quatre ans à Alger, il est le directeur général d'une entreprise d'importation d'aluminium et de profilé en PVC. Il est originaire de Djerba, une île située dans le golfe de Gabès, au sud-est de la Tunisie. «J'aurais voulu vivre ces évènements en Tunisie, mes responsabilités professionnelles trop lourdes m'en empêchent. Je suis là, mais mon cœur est en Tunisie», lâche-t-il avec beaucoup d'émotion.

Pour ne rien rater de ce qui se passe, Nabil a chamboulé ses habitudes. Au bureau, comme à la maison, sa télévision reste allumée. Son compte facebook et sa boîte mail ne sont jamais fermés. Il appelle presque toutes les heures sa famille et ses amis en Tunisie. «J'ai besoin de communiquer avec eux, c'est plus fort que moi. Dès que j'ai un moment de pause, je me précipite sur la télévision. Plus de séries, plus d'émissions sportives ou autres. J'ai les yeux rivés sur quatre chaînes d'informations».

Le soir, même mort de fatigue, il regarde les dernières informations. Le matin, dès qu'il se lève, il allume sa télévision. «Impossible de s'en passer, surtout en ce moment». Ses amis tunisiens qui travaillent en Algérie le contactent plus d'une fois dans la journée. «Nous avons besoin de nous solidariser, d'en parler et de nous soutenir. Vous savez, nous ne sommes pas habitués à voir nos ministres nous parler à la télé, ils le font depuis une semaine ! C'est une première !». Nabil est heureux de voir des militants politiques, longtemps mis à l'écart, avoir le droit aujourd'hui de s'exprimer ouvertement.

3 000 DA de communication téléphonique par jour

Adel discutait avec un client de l'évolution de la situation en Tunisie quand nous sommes rentrés dans son petit magasin de pâtisseries tunisiennes, situé à Belcourt. Ils commentaient les articles d'un quotidien national arabophone. «C'est historique ! Tu parles ! Fallait le faire ! C'était trop !». Le jeune Algérien acquiesçait ses dires avec plus de ferveur. «Bien sûr ! Ça crève les yeux !».

Adel tient le commerce de son père depuis huit ans. Il vit entre l'Algérie et la Tunisie. Lui et ses deux autres pâtissiers sont originaires de Tataouine, une ville du Sud-Est de la Tunisie. La situation actuelle le traverse, le touche et l'émeut. Il bouillonne. Ses gestes, ses mots et ses regards le trahissent. Il peine à se calmer. «Je dépense plus de 3 000 DA par jour pour mes appels téléphoniques. J'appelle chez moi pour m'assurer que tout le monde se porte bien. Nous ne sommes pas habitués aux coups de feu et aux gaz lacrymogènes». Il appelle aussi pour vérifier la véracité de certaines informations diffusées par les télévisions.

«Certaines informations, pas toutes, ne sont pas vraies. Hier, on a affirmé que des groupes armés semaient le trouble dans la ville de Ariana. J'ai appelé un ami qui a démenti cela».

L'un de ses pâtissiers, un jeune au visage basané qui malaxait une pâte de gâteaux, lance sans regarder : «Si l'on pouvait le faire, on serait déjà partie. Mais les frontières sont fermées. Ils viennent d'ouvrir les voies aériennes seulement.» Adel continue de discuter sans faire attention à lui. Il parle de tout. De la situation sociale ou politique, il passe aux ministres que le peuple n'a jamais vus et qui ne discourent jamais à la télévision au système scolaire. Difficile de l'interrompre et de lui poser une autre question. «Je souhaitais continuer mes études, j'en avais les aptitudes, mais sous Ben Ali, il faut avoir les moyens ! Ça coûte cher !»

Dans l'étroite cuisine, une vieille petite télévision est posée sur un meuble. Une animatrice très maquillée présente le journal télévisé. En ouverture, la Tunisie, elle parle de l'après-Ben Ali. «Je suis sceptique, on ignore de quoi sera fait l'avenir. Ma joie se mélange à la peur. Nous avons bien fait jusque-là, nous devons continuer pour construire un Etat démocratique», commente Adel.

I. B.